



# MOSCOU

## ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 35. Jeudi 7 Juillet 1921.

Direction: Dénéjny 5, ch. 18.  
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)  
tél. 1-77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaïa 48.  
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)  
tél. 5-43-10 et 3-79-05.

### SUR LA DICTATURE.

„L'histoire dira quelle influence aura sur l'avenir de la civilisation l'action apostolique, qui en Russie a dû se changer en violence, contredisant toutes les lois naturelles et morales de la vie.

A notre idée, l'opinion existant en Russie et dans les autres pays, d'après laquelle le socialisme peut être réalisé à l'aide de moyens violents, et parmi les souffrances et les tortures du peuple que sa beauté, sous la forme de la justice et de l'excellence morale peut se manifester à l'esprit humain sous la domination du despotisme et de la famine, cette opinion est une grande illusion, car le socialisme, c'est le problème du bonheur humain et du perfectionnement moral, but qu'on ne peut obtenir qu'en éduquant les peuples, en améliorant leur situation matérielle, en élevant leur niveau moral.

Ainsi écrivent Nofri et Pozzani, dans leur livre: „La Russie telle qu'elle est“.

„Reconnaissant: „que le régime communiste a instauré dans le pays une véritable réaction économique, s'exprimant par la complète rupture du lien économique entre les villes et les campagnes, par la chute de l'agriculture, de l'industrie et des transports, et qu'il a par là condamné la population urbaine et rurale à la misère, à la disette et au déperissement,

2) que cette réaction économique sans exemple est une conséquence de l'installation violente dans le pays des principes et du régime socialiste, incompatibles avec la liberté et le progrès,

Le Congrès exprime sa profonde conviction que seul l'abandon absolu de la politique d'expériences socialistes et l'affirmation conséquente des principes de la propriété privée et de la liberté économique sont capables de restaurer et de ressusciter la Russie pour une nouvelle vie et pour un régime gouvernemental puissant“.

Voilà ce que proclame la résolution adoptée au Congrès des commerçants et des industriels de l'émigration russe, qui a eu lieu à Paris du 17 au 24 mai 1921.

Ainsi, avec une union touchante, nous voyons la même pensée, la même mentalité à l'égard de la dictature du prolétariat, dans la bourgeoisie russe émigrée et chez des gens qui se nomment socialistes. La comparaison de ces deux extraits montre nettement et brillamment comment les opportunistes de tous les pays servent d'agents à la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Il servent la bourgeoisie, en combattant le despotisme, la misère, la disette, les souffrances et les tortures“ et en s'efforçant par tous les moyens de faire oublier la seule idée essentielle et fondamentale, c'est-à-dire le but que poursuit la dictature.

Au fond le différend consiste à savoir la façon la plus commode, la plus rapide et la plus économique pour le prolétariat, qui d'une façon générale est peu instruit et n'a pas l'habitude de gérer les affaires publiques ni l'industrie, d'apprendre à administrer à la fois l'Etat et l'industrie et à acquérir l'arme la plus affilée du monde, la science.

L'Etat bourgeois, dans lequel tout le pouvoir appartient à la classe dominante, fait de tout l'appareil gouvernemental le monopole de la bourgeoisie, l'enseignement, l'église et la presse pour convaincre, la justice, la police et l'armée pour contraindre. Avec tout cet appareil, la bourgeoisie empoisonne et embrouille la conscience de la classe ouvrière, et en même temps elle dirige contre elle toute sa force coercitive, avec toute la cruauté dont elle est capable, toutes les fois que par hasard la classe ouvrière se lève pour défendre ses intérêts.

Peu importe que la démocratie règne dans un pays, si le pouvoir économique et politique demeure entre les mains de la bourgeoisie. Il n'en sera pas moins difficile à la classe ouvrière, non seulement d'obtenir une amélioration de son sort, mais même de se munir comme il convient de science. Sans cesse, la bourgeoisie l'en empêchera. Pour fonder le socialisme, la classe ouvrière doit être armée à la fois de science et de fer, elle doit rejeter tous les obstacles et pour cela il lui faut posséder le pouvoir politique. Or, a-t-on jamais vu la bourgeoisie céder tranquillement et de bon gré son autorité? Jamais. Elle est obligée, comme

classe, de lutter par tous les moyens, et une fois qu'elle est vaincue, d'entraver, de saboter, de désorganiser les organes nouveaux du prolétariat.

S'il en est ainsi, il est clair que les premiers pas de la classe ouvrière dans la carrière gouvernementale seront effroyablement difficiles, et la Russie Soviétique nous en donne un exemple. Le problème qui se pose au prolétariat universel est le suivant: il faut, en tendant toutes ses forces, balayer d'un coup décisif la bourgeoisie, s'emparer de tous les organes de l'Etat, soit pour la contraindre, soit pour la persuasion, il faut d'une main défendre son autorité par les armes, de l'autre prendre le livre et se munir de science et d'instruction. Mais, pour peu qu'on y réfléchisse, il est clair que la chose n'est possible que si la bourgeoisie est chassée de toutes ses positions, si de la classe dominante, de classe détentrice du pouvoir, elle est changée en classe subordonnée, dont la résistance forcée ne peut être brisée que par une violence sévère et cruelle, jusqu'au jour où seront supprimées, ou plutôt où disparaîtront, les classes.

Si on pénètre dans toutes les propositions des opportunistes, si on leur enlève toute leur parure verbale sur la démocratie, le perfectionnement moral, l'éducation, etc., la question devient très simple. Ils disent que pour le prolétariat il est plus avantageux et plus commode d'arriver au socialisme si la classe ennemie reste au pouvoir, dirige et administre tous les organes de contrainte ou de persuasion que possède l'Etat. Voilà ce qu'ils s'efforcent de faire croire au prolétariat. Ils lui disent tout le temps: Ne prends pas le pouvoir, laisse la bourgeoisie maîtresse de tous les organes politiques dont tu as tant besoin, et alors tu pourras entrer tranquillement dans le règne du socialisme.

Nous au contraire, nous disons au prolétariat qu'il lui sera infiniment plus avantageux, infiniment plus facile, d'apprendre à gouverner l'Etat et l'industrie et aussi de s'armer de science et d'instruction, s'il chasse la bourgeoisie du pouvoir et s'il prend lui-même en mains les organes de contrainte et de persuasion. Mais la tâche ne sera pas facile, elle exigera une guerre civile pénible et douloureuse. Les ennemis feront tout pour accumuler les obstacles, pour entraver, pour détourner le prolétariat de l'instruction, du développement industriel, en l'entraînant dans la lutte armée. Ils s'efforceront de désorganiser à mesure qu'on organisera, ils empêcheront les talents nouveaux de se manifester. Mais le calcul le plus simple montrera que, possédant le pouvoir politique, possédant l'enseignement et la presse, possédant toutes les forces qu'il peut mettre en œuvre contre la bourgeoisie, le prolétariat sera capable de s'armer plus vite et plus complètement de la science dont il a tant besoin.

Voilà à quoi se ramènent toutes les discussions, voilà ce que cachent les opportunistes de tous les pays, et ce que ne veulent pas comprendre les éléments hésitants des jeunes partis communistes d'Occident. Suivre les conseils des opportunistes, c'est agir comme dit le proverbe: „Laissez-leur metre un pied dedans, ils les mettront bientôt tous deux“. La bourgeoisie doit être expulsée de tout ce qui peut servir au prolétariat pour s'organiser et pour s'instruire.

Pour tout cela, la seule voie qui soit ouverte au prolétariat de tous les pays, et dans laquelle la Russie est déjà entrée, voie difficile et douloureuse, semée de grands sacrifices et d'immenses efforts, c'est la dictature du prolétariat.

Tous les partis communistes de l'univers doivent aspirer à convaincre la classe ouvrière de la rectitude de cette proposition que, le jour où la bourgeoisie sera chassée du pouvoir, le prolétariat aura plus de facilité pour s'emparer de la science, pour apprendre à gérer les organes de l'Etat et ceux de l'industrie.

Dans cette propagande, il faut souligner précisément cet élément, avec lequel les opportunistes tâchent avec tant de finesse et de ruse de dissimuler la vérité, et qui cependant constitue le fond de toute la question, à savoir qu'il n'est pas vrai que la classe ouvrière arrivera plus rapidement, plus économiquement et plus commodément au socialisme, si la bourgeoisie demeure au pouvoir.

N. KOUZMINE.

### Ce que veut dire la retraite des mineurs.

D'après les dernières informations les mineurs anglais ont accepté les conditions qui leur étaient offertes par le Gouvernement et leur lutte a pris fin après trois mois de combat. Pas un mot de critique ne peut être proféré à leur adresse à l'occasion de cette retraite. Tous les avantages de la lutte appartenaient au patronat. Les entrepreneurs avaient attendu le moment propice depuis le jour où le gouvernement assumait le contrôle des mines lors de la première phase de la guerre européenne. Ils se proposèrent de discréditer le contrôle gouvernemental, combattirent le projet de nationalisation et menèrent une campagne en faveur de la suppression du contrôle, des réglementations locales et du retour aux conditions d'avant guerre. Jusqu'à quel point leurs projets se sont couronnés de succès c'est une question qu'on peut se poser, mais en tout cas ce qui est évident, c'est qu'ils ont choisi le bon moment pour déclarer le lock-out des mineurs. Ils ont montré beaucoup plus de sagacité à poursuivre leurs intérêts que les leaders des mineurs n'en ont montré à poursuivre les intérêts des mineurs, et les trois mois d'une lutte ardue et les conséquences de cette lutte furent le prix de l'indigne forfait de Hodges et Smillie après les conclusions de la commission Sankey en 1919. C'était le moment d'entreprendre une action offensive. Il passa, et la lutte de 1921 s'ouvrit dans une période de profonde dépression économique au moment où le chômage était en train de saper les racines vives du mouvement syndical et l'heure avait sonné de la lutte ouverte pour l'augmentation des salaires de la classe ouvrière britannique.

La classe gouvernante adopte une tactique très bien avisée. Son plan consistait à attaquer les travailleurs: une fraction après l'autre et elle lança toutes ses forces tout d'abord contre les mineurs comprenant très bien que si elle venait à bout des mineurs, les autres catégories d'ouvriers se rendraient à merci bien plus facilement. Il ne peut en être autrement tant que la bureaucratie syndicale détient le pouvoir dans les syndicats et qu'elle peut user de contrats fractionnaires et de conventions partielles pour empêcher l'action syndicale.

Dans aucune autre lutte sans doute, que celle des mineurs pendant les trois derniers mois les chefs syndicaux n'ont mieux prouvé le pouvoir qu'ils ont de retenir l'action par le contrôle qu'ils exercent sur l'appareil syndical. La trahison de la Triple Alliance qui ne vint pas en aide aux mineurs, était bien plutôt due à la forfaiture des leaders qu'à celle d'un appareil syndical insuffisant. Mais la force des leaders fut prouvée par leur aptitude à faire de leur propre faiblesse de l'organisation entière. Ceci s'applique non seulement à la Triple Alliance, mais à tous les syndicats, ce qui le prouve, c'est la trahison de la conférence du 22 juin, convoquée par les mineurs parmi les syndicats affectés par la diminution des salaires. Cette occasion était extrêmement opportune pour l'élargissement et l'approfondissement de la lutte. Mais à cette occasion encore le mouvement se trouva avoir à sa tête la même espèce de chefs qui n'osa pas affronter les conséquences d'une unité de front contre l'ennemi. Chaque anglais sait très bien que l'action unique entreprise par les ouvriers organisés les amène à jeter un défi révolutionnaire à la classe gouvernante. Tout en ne sabotant précisément l'action unifiée, les leaders syndicaux restaient comme stupéfaits et terrorisés par la situation. Voilà pourquoi la Triple Alliance fit forfait; et voilà pourquoi la Conférence du 22 juin fut une trahison et voilà pourquoi enfin le mouvement ouvrier organisé, le mouvement de classe anglais n'a pas été conduit dans la lutte pour l'augmentation des salaires.

La défaite des mineurs signifie la défaite des ouvriers du textile et des ouvriers du métal. Les ouvriers du textile ont encore de grands stocks en mains et peuvent se permettre d'abandonner leurs métiers pour quelque temps. Les ouvriers du métal ont le choix entre un lock-out et une grève.

La défaite des mineurs est en même temps une défaite pour la classe ouvrière et la responsabilité en incombe entièrement aux leaders. Combien de fois déjà

se sont présentées des occasions favorables à une action d'ensemble: toutes ces occasions, on les a laissées échapper. Les menaces et les démonstrations hostiles de l'ennemi n'étaient pas pour ces messieurs les leaders un signal pour une action d'ensemble et pour une poursuite vigoureuse de la lutte, mais bien celui de la retraite suivie de pathétiques explications. Ainsi nous voyons que jamais dans aucune situation économique ou politique ils ne se sont montrés à la hauteur, et que, par leur coupable pacifisme social, ils ont donné à la classe gouvernementale toute facilité pour renforcer leur puissance militaire et civile et pour maintenir leur dictature. En favorisant le fractionnement de l'action syndicale, et en ne venant pas au secours des mineurs, ils ont intensifié les antagonismes qui existent entre les diverses fractions des masses.

En même temps ils ont intensifié le développement des forces qui contribuent à leur propre débâcle définitive. La réaction contre les leaders de la Triple Alliance après le „Vendredi noir“ et celle qui ne manquera pas de suivre la retraite forcée des mineurs active le mouvement révolutionnaire dans les syndicats et met à l'ordre du jour la question de la démission des chefs.

Nous voyons donc que la retraite des mineurs n'est pas une retraite dans le sens absolu du terme. Un esprit combatif, un courage et une endurance tels que les mineurs les ont manifestés ne peuvent pas être défaits complètement. Cette défaite a indiqué la voie à suivre désormais. En tout cas il est certain que la dépression ne durera pas. Les employeurs anglais ne sont pas plus en mesure de résoudre les problèmes économiques qui pèsent sur eux, que les autres catégories de la classe capitaliste. Le champ de la lutte ira s'étendant et s'approfondissant. Les employeurs et les leaders syndicaux auront beau faire, la révolution mondiale est en marche, et ce n'est pas eux qui pourront l'arrêter.

### Les bonzes des syndicats sévissent.

A Berlin, le nombre des chômeurs s'accroît de jour en jour. La bureaucratie des syndicats n'entreprend rien pour soulager le sort des travailleurs qui ont à subir de la part des bonzes des syndicats toutes sortes d'avaries. Lorsqu'au cours d'un meeting de protestation, les ouvriers chômeurs formulèrent leurs revendications à la société capitaliste, le secrétaire de la Commission du Comité des syndicats Sabath refusa de prendre la parole au meeting disant pour motiver ce refus qu'il ne voulait pas parler devant des ouvriers non organisés; en fait la majorité des ouvriers présents étaient des syndiqués. Cette provocation détermina les sans-travail à manifester leur indignation devant l'immeuble des syndicats; 12.000 prolétaires participèrent à cette manifestation. Quelle fut alors la conduite des défenseurs attirés du prolétariat de ces messieurs les bureaucrates syndicaux? Ils se munirent de gourdins de matraques, de nerfs de boeufs et autres armes semblables. On dut enlever au super-bonze Sabath, une barre de fer dont il voulait se servir contre les ouvriers. Non contents de ces exploits, les chefs des syndicats recoururent à l'appui de la force armée: 200 gardes nationaux se mirent en ligne contre les manifestants. L'un des chômeurs fut blessé d'un coup de feu. La «Freiheit» et le «Vorwaerts» d'accord avec la presse réactionnaire se mirent en campagne contre les chômeurs. Voilà comment sont ces messieurs de l'Internationale Syndicale Jaune d'Amsterdam. Au lieu de venir en aide aux victimes du capitalisme réduites au dénuement par leurs oppresseurs, ils reçoivent les chômeurs à coups de matraques!

### Chez les Blancs.

Riga, 4 juillet.—La „Deutsche Allgemeine Zeitung“ annonce que Wrangel a demandé au Conseil de la Ligue des Nations et à la Croix-Rouge Internationale de sauver à tout prix de la famine et du typhus les débris de son armée en Turquie.



## MES IMPRESSIONS.

Vous me demandez mes impressions? Je suis en Russie depuis peu de jours seulement et c'est pourquoi je me défie de toutes mes impressions parce qu'aussi l'immensité de cette terre grandiose et belle et la bonté généreuse de l'accueil fait aux délégués pourraient conférer à nos impressions un caractère d'excès d'optimisme. Je me contenterai de faire quelques observations objectives.

En tant que médecin j'ai observé que l'alimentation des masses n'est apparemment pas inférieure à celui des nôtres. Je sais de combien d'éléments il faudrait tenir compte pour un jugement sérieux; mais ce ne sont là que mes impressions qui comme telles ne sont que provisoires.

Les adultes hommes et femmes ont l'aspect robuste malgré la pauvreté des vêtements et le manque de soin à la personne. Les enfants des campagnes et des villes sont vifs, bien en couleur, point du tout maigres. Les soldats sont tous de beaux hommes souples et vigoureux. Cela n'est pas dû uniquement à la nature russe si riche en énergie, et possédant au plus haut degré la capacité de s'adapter et de réagir; cela pourrait aussi démontrer que la misère dont je viens de vous parler n'atteint pas les sources vives de ce peuple.

J'ai pu me rendre compte que la dictature du prolétariat, tout au moins à Moscou, s'est jalousement attachée à conserver tous les trésors que le pouvoir tsariste et capitaliste avait sequestrés et mis à la disposition exclusive d'un petit nombre. Parlons de vos écoles. Vous voulez refaire l'humanité par le moyen de l'école „pour l'homme véritablement libre“, vous avez ouvert la voie à une éducation nouvelle. Ce qui fait honneur à la sagesse de votre régime c'est que les enfants sont considérés par vous comme un trésor social. Votre pauvreté a su faire pour la conservation de l'espèce ce que la richesse bourgeoise a fait contre le prolétariat c'est-à-dire contre l'espèce, tout en protestant à chaque instant de ses principes humanitaires. Je n'ai pas encore vu, depuis que je suis en Russie un seul enfant pleurer ni se disputer.

Vous avez supprimé l'alcoolisme. L'Amérique bourgeoise frémit et s'affole d'alcoolisme; pour avoir un peu d'alcool l'Américain est prêt à violer tous les sacrements. Le peuple russe a abandonné immédiatement l'alcool au nom d'une nécessité qui a été décrétée par l'Etat. Ainsi nous voyons d'un côté le mensonge moralisateur bourgeois et de l'autre la naissance d'une civilisation socialiste!

Vos hommes d'Etat sont modestes et leur grandeur est soulignée par leur simplicité.

Les impressions continuent; voici celles du 30 juin:

Je ne sais pas qui est le rédacteur des „Izvestia“ qui écrit sur les travaux du Congrès. Dans le Numéro d'aujourd'hui on fait de nous, les délégués du Parti Socialiste Italien, une manière de „cabotins“. „l'Italie fait rire parce qu'elle pleure“, a l'air de dire le rédacteur des „Izvestia“ tout en prenant plaisir à se moquer de nous. En réalité nous n'avons ni ri, ni pleuré, nous avons simplement cherché à faire comprendre le mieux possible quelle a été en réalité la situation politique en Italie depuis le 2-me Congrès jusqu'à nos jours et quels changements sont survenus et sont en train de se produire dans la situation politique du Parti Socialiste Italien. Est-il possible qu'un journaliste internationaliste interprète la vivacité de notre tempérament comme du cabotinage? Venus ici pour accomplir une tâche ardue, étant obligés de répondre à quelques heures de discours dirigés tous contre le Parti Socialiste Italien avec une extrême abondance de répétitions de camarades autorisés, nous l'avons fait en deux discours qui ont duré un peu plus d'une heure. Et le Congrès a prononcé sa décision, et notre déclaration demeure, sobre et calme, par laquelle nous avons voulu et nous sommes parvenus, sans ressentiment et surtout sans phrases, à distinguer le principe que nous acceptons des modalités qui nous semblent excessives, inutilement irritantes, et mal fondées.

A quoi bon cette hilarité des „Izvestia“? Croit-on par elle rendre service au communisme italien et à l'entente des socialistes et des communistes, et ne rend-on pas plutôt service aux journaux bourgeois qui se feront un plaisir de rapporter et de commenter les boutades des „Izvestia“ pour la propagande contre nous en Italie et ailleurs? Il se peut que cette manière de journalisme que nous déplorons ici ne soit pas pour rien dans les mille préjugés, mille erreurs, les mille malentendus dont abonde ce qu'on appelle le cas Serrati.

J. MAFFI.

## L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

### Congrès de l'Internationale Communiste.

#### Seizième Séance.

La séance du Congrès est ouverte le 4 juillet au soir, sous la présidence du camarade Kolarov.

La parole est donnée au camarade Varga pour rapporter sur les travaux de la commission de la crise économique mondiale.

Il commence par déclarer que la commission a réussi à se mettre complètement d'accord en apportant quelques modifications aux thèses conformément aux propositions qui avaient été faites par diverses délégations. Des questions relatives à la situation économique dans les pays de l'Entente et au rôle de la classe paysanne en Europe Occidentale ont été débattues.

En ce qui concerne la question du rôle de la classe paysanne, la commission attire l'attention sur l'antagonisme qui existe entre les paysans gros et moyens et la bourgeoisie. Pour lutter contre le prolétariat, la bourgeoisie a besoin du soutien du gros et du moyen payan, mais ces derniers s'opposent au relèvement de l'économie capitaliste, étant donné qu'ils se refusent catégoriquement à porter les charges qui leur sont imposées pour ce relèvement. Vu ces considérations, des modifications ont été apportées aux parties du rapport traitant des questions économique et politique.

Après la lecture de tous les amendements, les thèses sont mises aux voix et adoptées à l'unanimité par le Congrès. La proposition du Bureau relative aux diverses commissions est ensuite acceptée: la commission de la tactique sera présidée par le camarade Radek; la Commission de la coopération par le camarade Khintchouk, du parti communiste de Russie; la Commission syndicale par les camarades Heckert et Rosmer; la commission de la question orientale par un camarade qui sera désigné par le petit bureau. La Commission syndicale devra travailler autant que possible d'accord avec la commission de l'Internationale syndicale rouge.

Le Congrès aborde ensuite les débats sur le mouvement syndical.

Il propose au parti communiste ouvrier d'Allemagne de désigner un co-rapporteur pour formuler son opposition de principe.

Le camarade Bergmann, délégué du parti communiste ouvrier d'Allemagne, est d'accord que les syndicats ont une très grande importance économique et politique, mais il considère néanmoins qu'il ne suffit pas de s'emparer du pouvoir politique et économique, mais qu'il faut encore savoir le garder entre ses mains. Il cite l'exemple de la révolution allemande de 1918, lorsque le prolétariat victorieux dut ensuite céder à la bourgeoisie toutes ses conquêtes. Il s'ensuit que les communistes doivent se proposer de créer dans les cadres de la société capitaliste actuelle des organisations capables au moment voulu non seulement de défendre le pouvoir économique, mais aussi de l'affermir. Il est évident que ces tâches ne pourraient jamais être assumées par les syndicats actuels, attendu qu'à l'heure actuelle les syndicats ne sont qu'un moyen de duperie par lequel la bourgeoisie maintient le prolétariat sous sa domination. Au lieu de conquérir les Syndicats de l'Intérieur, comme le propose le camarade Zinoviev, il serait infiniment mieux, selon le parti communiste ouvrier allemand, de les détruire complètement en créant parallèlement de nouvelles organisations révolutionnaires.

Parlant des comités de fabrique, le camarade Bergmann les considère moins des organes contrôlant la production que comme des organes soutenant les patrons, ce qui les a déjà compromis aux yeux des ouvriers. Lors des journées de mars, les ouvriers ont dissous les comités de fabriques et ont formé leurs „soviets de fabrique“ révolutionnaires. Ainsi longtemps que les masses obéiront aux mots d'ordre d'Amsterdam, il est certain que pas plus les comités de fabrique que les noyaux communistes dans les syndicats n'atteindront le but vers lequel nous tendons. Les noyaux communistes dans les syndicats font un travail de destruction que les masses ouvrières ignorent. Nous avons besoin de nouvelles méthodes de lutte, non plus falsifiées comme les comités de fabrique officiels. Les „soviets de fabrique“ révolutionnaires que nous vous proposons ont leur racine dans les masses qu'ils dirigent et sont appelés, le jour de la révolution à prendre la tête du mouvement. Des soviets de fabrique révolutionnaires de ce genre doivent être créés dans tous les pays.

Nous voyons, dit le camarade Bergmann, que des organisations semblables à celles que nous vous proposons sont en train de se créer dans plusieurs pays. Ces organisations révolutionnaires doivent être créées par entreprises, elles doivent englober toute la masse ouvrière qui y est occupée, l'intéresser à la production afin de créer chez elle de l'unité de pensée et d'action, ce qui cependant n'exclut nullement la nécessité de mener une lutte professionnelle de tous les instants. En procédant à l'organisation du système des soviets de fabrique, les communistes convertiront de ce fait les syndicats au communisme. L'idée de sauver les syndicats pour la révolution en les conquérant de l'intérieur, comme propose de le faire le Conseil Syndical international, est absolument fautive, étant donné que si un même syndicat quelconque se prononce pour l'adhésion à Moscou, il ne s'ensuit pas qu'il agira dans l'esprit communiste.

Nous ne sommes pas adversaires de la lutte constante dans les syndicats, conclut le camarade Bergmann, mais nous estimons qu'il ne faut pas la mettre au premier plan, car nous devons toujours avoir en vue notre but final.

Le camarade Hersman, délégué des communistes australiens, lui succède à la tribune.

Il se déclare satisfait d'avoir entendu le camarade Zinoviev dire dans son discours que l'Internationale Communiste n'a nullement l'intention d'exercer son hégémonie sur les syndicats. Les communistes australiens estiment que le parti doit diriger les syndicats du dedans et non pas du dehors. Parlant de l'importance de la conquête du mouvement syndical telle qu'elle a été faite en Australie l'orateur fait remarquer que l'action dans les syndicats n'a été là-bas qu'une étape transitoire vers le Parlement où les représentants du parti ouvrier ont joué un très grand rôle et où à certains moments ils ont été les maîtres de la situation. A l'heure actuelle les représentants du parti ouvrier se sont complètement discrédités aux yeux de la classe ouvrière et c'est pourquoi il nous a été si consolant d'apprendre aujourd'hui qu'au dernier Congrès des Syndicats Australiens 85% s'étaient prononcés pour l'adhésion à l'Internationale Syndicale Rouge. Ces résultats ont dépassé toute attente et sont la preuve éclatante de la victoire des idées communistes en Australie. Le fait le plus caractéristique, fait remarquer Hersman, est que ce Congrès avait été convoqué par les dirigeants conservateurs des syndicats dans l'espoir d'affermir l'opposition, mais, comme on le voit, ils se sont trompés profondément.

Les I. W. W. ont tenté de faire leur propagande en Australie, mais elle est restée sans succès.

Pour conclure, le camarade Hersman déclare que la neutralité des syndicats est une idée creuse car tôt ou tard les ouvriers seront obligés de définir leur attitude à l'égard des diverses questions politiques.

Sur ce la séance du 4 juillet est levée.

#### Dix-septième séance.

La séance du 5 juillet est ouverte sous la présidence de Kolarov, qui annonce que c'est aujourd'hui le soixante-cinquième anniversaire de la naissance de Clara Zetkin.

Sous une tempête d'applaudissements Heckert monte à la tribune pour saluer avec joie, au nom de la délégation allemande, la vieille et glorieuse camarade de lutte Clara Zetkin. Encore toute jeune, dit Heckert, elle a adhéré avec toute l'impétuosité de son cœur présent au mouvement ouvrier, dont elle est demeurée jusqu'à ce jour la militante dévouée et fidèle. Poursuivie, injuriée par la bourgeoisie et par ceux-là mêmes avec qui elle avait marché côte à côte pendant de longues années. Clara Zetkin a toujours combattu à l'avant-garde du mouvement socialiste. Dès les premiers jours du mouvement révisionniste, elle a impitoyablement attaqué avec Rosa Luxembourg et Franz Mehring, les idées de Bernstein, et dans cette lutte elle a donné son appui à Karl Kautsky qui faisait alors partie de l'aile gauche. Pendant la guerre, elle marche contre les patriotes brailleurs, contre le chauvinisme social et prend rang vers la fin de la guerre avec les spartakiens. Les froissements qui ont eu lieu entre le Comité Central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne et Clara Zetkin viennent de s'effacer au Congrès, car nous savons tous qu'elle n'abandonnera jamais le prolétariat. Heckert termine en disant que l'Internationale Communiste verra longtemps encore en Clara Zetkin son courageux défenseur et le chef rouge de la grande armée prolétarienne à l'aile gauche du mouvement ouvrier.

La parole est donnée à la camarade Klari Zetkin au milieu des ovations prolongées de la salle.

Vos louanges me trouvent impuissante, répond Clara Zetkin, car je suis loin d'avoir accompli tout ce que j'aurais voulu faire et je suis en reste devant la révolution. J'estime de mon devoir de déclarer continue Zetkin, que je dois tout ce qu'il m'a été donné de faire à la théorie allemande, aux enseignements pratiques et à l'exemple de nos frères français et anglais, mais je proclame avec reconnaissance que je dois ma fermeté révolutionnaire à la social-démocratie révolutionnaire russe et aux bolchéviks.

Clara Zetkin déclare avoir puisé sa force morale et toute son immense énergie dans un étroit et profond contact intérieur avec la révolution russe dès 1870. Elle ne saurait oublier en ce moment ceux qui ont été ses compagnons de lutte révolutionnaire. Elle pleure Rosa Luxembourg qui ne se trouve pas aujourd'hui parmi nous.

Zetkin termine en disant qu'elle n'a plus qu'un désir, celui de voir s'accomplir la révolution en Allemagne et dans les autres pays, car ses travaux et ses luttes ne peuvent être couronnés que par la révolution prolétarienne par la victoire du prolétariat révolutionnaire (ovations).

Le camarade Lorient prend ensuite la parole au nom du Bureau et de tout le Congrès.

Je dois aux circonstances l'honneur d'être appelé à associer le Congrès tout entier à la manifestation de fraternelle sympathie de la délégation allemande. Ne sachant pas être solennel, je m'efforcerai d'être simple, et je suis certain de traduire le sentiment général en laissant parler mon propre cœur. Ce matin la famille communiste réunie ici est en fête. Pour un moment elle interrompt le dur labeur de défrichage pour se grouper autour de vous et saluer votre belle et noble vie. La délégation allemande, en la personne du camarade Heckert, a marqué à grands traits les étapes de cette vie glorieuse. Mais vous seule, chère camarade Zetkin, savez ce que ces 43 années d'âpre lutte représentent de souffrances, d'efforts persévérants, de joies pures et profondes, mais aussi de larmes amères.

Tout à l'heure vous veniez à la tribune nous rappeler avec une émotion intense que nous partagions les souvenirs qu'évoque la disparition de vos chers amis Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht. Oui, vous seule pouviez traduire tout ce que signifient ces souvenirs et ceux qui se rattachent à vos efforts de quarante trois années. Vous appartenez au prolétariat international, et celui-ci ne peut pas sans reconnaissance suivre votre œuvre pendant les années tragiques. Il ne peut pas oublier qu'en 1916 vous avez été l'initiatrice de ce Congrès de Berne où vous avez taché devant la défaillance quasi-générale de faire dire aux femmes internationalistes ce que les prolétariats égarés ne savaient pas dire.

Chère camarade Zetkin, l'œuvre révolutionnaire à laquelle vous avez tant contribué, dont vous avez avancé le développement, reçoit aujourd'hui dans une large mesure sa réalisation. La révolution russe et le développement de la révolution allemande qui s'accroît grâce à vos efforts liés à ceux des autres camarades communistes nous donnent l'assurance que vous verrez le couronnement de votre œuvre. La révolution est en marche. Et vous vivrez assez longtemps pour recueillir les fruits de votre œuvre: la libération totale et définitive du prolétariat mondial. C'est tout ce que nous souhaitons (ovations).

(à suivre).

### Chez Wrangel.

Riga, 5 juillet.—D'après le „Times“ du 30 juin, Wrangel a expédié au président du Conseil de la Ligue des Nations, au président de la Croix-Rouge Internationale à Genève, et à celui de la Croix-Rouge des Etats-Unis le télégramme suivant: „Pendant ces derniers temps l'épuisement et le manque de nourriture ont causé dans les camps de Gallipoli et de Lemnos une épidémie de tuberculose qui prend des dimensions catastrophiques. D'autre part, d'après les avertissements du commandement français, tout envoi de produits dans les camps de réfugiés russes sera complètement interrompu le 15 juillet. Je fais appel aux sentiments d'humanité de toutes les nations appartenant au Conseil et je les prie de ne pas laisser mourir de faim des dizaines des milliers de patriotes russes“.



# L'INTERNATIONALE SYNDICALE ROUGE.

Deuxième séance, le 5 juillet 1921.

Sur la proposition du Bureau du Conseil International des Syndicats Rouges, le Congrès décide de former trois commissions:

- 1) Sur la tactique;
- 2) Sur les questions d'organisation;
- 3) Sur le contrôle ouvrier.

A propos des normes de représentation, le cam. Lozovski, au nom du Bureau du Conseil International, propose d'adopter la répartition suivante des voix;

Allemagne, Angleterre, France, Italie, Espagne, Tcheco-Slovaquie, Pologne, Russie, États-Unis—16 voix.

Autriche, Hongrie, Bulgarie, Yougo-Slavie, Ukraine, Norvège, Australie et Argentine—12 voix.

Belgique, Hollande, Suisse, Roumanie, Irlande, Canada, Mexique, Grèce.—8 voix.

Tous les autres pays, 1 voix chacun.

La proposition du Bureau est adoptée à l'unanimité.

On propose une correction: accorder des voix supplémentaires (une voix par million d'ouvriers organisés) aux délégations qui représentent plus d'un million d'ouvriers. Cet amendement est rejeté. La répartition des voix à l'intérieur de chaque délégation doit être faite par les délégations elles-mêmes. En cas de différend, la question est transportée d'abord devant la Commission des mandats, et ensuite, si le différend n'est pas liquidé, devant le Congrès.

Le cam. Rosmer communique la nouvelle que les camarades espagnols Evelio Boal, Antonio, Felin, José Domingo, Rodríguez et Orlandis ont été massacrés par la réaction espagnole. Les assistants se lèvent pour rendre hommage aux victimes des réacteurs.

Pour un compte rendu des travaux du Conseil provisoire International des Syndicats Rouges la parole est donnée à Rosmer. L'orateur indique que la première tentative pour créer une union syndicale internationale a été faite par les camarades russe dès 1917 sous Kerenski à la 3ème Conférence des syndicats russes. Mais la guerre civile qui suivit et le blocus rendirent impossible la réalisation des projets des camarades-russes. Ils furent devancés par les chefs des vieux syndicats qui n'avaient cessé pendant la guerre de pousser les travailleurs à répondre à l'appel de leurs gouvernements respectifs les appelant au charnier, et qui maintenant après la guerre voulaient se réhabiliter aux yeux des travailleurs. Ils fondèrent l'Internationale d'Amsterdam qui toutefois ne se départit pas de la collaboration gouvernementale et prit une part active dans le Bureau du Travail international organisé par la Société des Nations. Les camarades russes ne réussirent à réaliser leur projet qu'en été 1919, quand les délégations italienne et anglaise étaient en Russie. L'orateur fait l'histoire des entretiens qui eurent lieu à cette époque et dont il résulta le manifeste aux travailleurs de tous pays qui proclamait la création d'un Conseil international des Syndicats ayant pour objet la lutte contre l'Internationale d'Amsterdam et pour la dictature prolétarienne en contact étroit avec l'Internationale Communiste. Ce manifeste fut contresigné par Lozovski pour la Russie, d'Aragona pour l'Italie, Pestana pour l'Espagne, Rosmer pour la France, Chabline pour la Bulgarie, Micadze pour la Georgie et Milkitch pour la Yougo-Slavie. Mais en même temps il y était dit que le programme définitif du Conseil International serait élaboré au Congrès et que pour leur part les soussignés prenaient sur eux l'obligation de défendre dans leurs pays respectifs les idées de la lutte révolutionnaire et l'affiliation des organisations syndicales au Conseil International des Syndicats.

L'orateur passe à l'examen des travaux, du Conseil International après le manifeste. Il fait part des circonstances qui accompagnèrent le voyage de la délégation russe à l'étranger, en particulier en Allemagne, où elle réussit à battre en brèche les vieux syndicats social-démocrates. Dans les pays romans l'idée du Conseil International des Syndicats trouva un écho de sympathie parmi les militants syndicaux qui prirent l'initiative d'une lutte contre Amsterdam sur une échelle nationale et se rallièrent immédiatement à l'idée d'une telle lutte sur une échelle internationale.

En Allemagne et en Angleterre, la lutte fut beaucoup plus difficile; il fallut avoir affaire ici à une résistance opiniâtre des vieux syndicats depuis longtemps formés, avec une bureaucratie syndicale bien organisée et défendant le point de vue

d'Amsterdam. Dans tous ces pays, le Conseil International organisa des bureaux dont l'influence se fit immédiatement sentir.

En Allemagne près de deux millions de membres de syndicats-démocrates sont maintenant pour nous, en Angleterre près de 300.000, mais notre influence idéologique y est plus vaste que nos victoires organisatrices proprement dites.

L'orateur donne lecture de données statistiques montrant le nombre de membres des syndicats de différents pays partageant le point de vue du Conseil International Rouge: leur contingent atteint près de 17 millions. Tous ces chiffres ne peuvent prétendre à une exactitude absolue, mais ils sont précieux par ce fait qu'ils montrent l'attraction qu'exerce dans tous les pays l'Internationale de Moscou. Presque partout les résolutions d'adhésion à l'Internationale Rouge sont adoptées sans qu'il y ait même besoin d'une propagande préalable.

L'orateur passe à l'examen des circonstances pouvant influencer sur le développement et sur le succès de l'activité du Conseil International des Syndicats. D'une part il souligne l'importance de la crise qui, malgré toutes les fluctuations, malgré tous ses hauts et ses bas, ne peut pas être supprimée dans la situation économique actuelle. Cette circonstance crée un milieu favorable pour la pénétration des idées révolutionnaires dans les couches profondes du prolétariat.

De notre côté il faut compter avec la résistance opiniâtre fournie par la vieille bureaucratie syndicale qui n'est pas d'humeur à abandonner sans lutte ses positions. La scission qui s'est produite dans le syndicat des cheminots en France par suite du refus des partisans d'Amsterdam de se soumettre à la majorité du Congrès qui s'était prononcée pour Moscou, cette scission nous montre combien difficile sera la lutte qu'il nous faudra soutenir. Outre la lutte directe, ceux d'Amsterdam emploient contre nous la fausse enseigne de l'apolitisme qui leur permet d'induire en erreur une partie des ouvriers.

L'orateur parle ensuite de la tactique de la bourgeoisie qui a devancé les ouvriers pour ce qui est de l'emploi des nouveaux moyens de lutte. En Europe Occidentale les ouvriers n'ont pas réussi à créer une garde prolétarienne, tandis que la garde blanche bourgeoise, elle, sévit avec une atrocité sans exemple. L'orateur parle de la façon dont la bourgeoisie tente de profiter de la crise actuelle pour diminuer les salaires. Il est à regretter que la faiblesse des organisations syndicales ne leur permette pas d'opposer une résistance suffisante à l'offensive des patrons.

Outre la coercition violente, la bourgeoisie influe également sur l'esprit du prolétariat elle inculque aux ouvriers que la diminution du prix de la vie doit être suivie par une diminution en rapport du salaire et que cela seul permettra de relever l'industrie.

L'orateur stigmatise les agissements des socialistes belges de la 2ème Internationale. Il oppose à ce point de vue celui des mineurs anglais qui estiment que les ouvriers n'ont pas à se mettre en frais pour la reconstitution des ruines de guerre et que par contre ils ont le droit de prétendre à des conditions d'existence meilleures que celles d'avant guerre.

Après avoir examiné les questions relatives à la grève des mineurs anglais, l'orateur passe à l'étude des tâches qui attendent le Conseil International des „Syndicats Rouges. La tâche essentielle est l'élaboration de méthodes bien définies de lutte contre Amsterdam. Faut-il en faire la conquête de l'intérieur, ou faut-il les quitter, voilà la question sur laquelle les diverses organisations représentées ici donnent des réponses contradictoires. L'expérience de la France, en partie celle de l'Angleterre et d'autres pays, dicte une réponse dans le sens de la conquête des vieux syndicats de l'intérieur. Le prolétariat européen attend de nous bien des choses. Il faut que nous répondions à cette attente, il faut que nous sachions réunir en un même faisceau toutes les organisations ouvrières révolutionnaires, sans pour cela sacrifier l'originalité de chacune. Elaborer un programme qui puisse entraîner tous les prolétaires dans la voie de la lutte révolutionnaire, créer une organisation capable de défendre les intérêts des ouvriers contre l'assaut du capital et la forfaiture des chefs opportunistes, voilà en quoi consiste notre tâche essentielle, termine le cam. Rosmer.

# A L'ETRANGER.

## France.

Berlin, 4 juillet.—Briand a demandé à la Commission des Finances un nouveau crédit de 350 millions pour l'armée française de Syrie et de Cilicie. Il a en même temps exprimé l'espoir d'un accord prochain franco-turc. L'administration française en Syrie sera remplacée par des autorités locales.

## Angleterre.

Riga, 4 juillet. — D'après des nouvelles de Londres, la Conférence des Dominions britanniques a décidé d'inviter les États-Unis à entrer dans l'alliance anglo-japonaise.

Riga, 4 juillet. — D'après la „Rote Fahne“ le secrétaire du Parti Communiste Anglais, Inkpen a été condamné à 5 mois de prison pour publication de brochures communistes.

Nauen, 5 juillet. — Le Congrès du Labour Parti tenu à Brighton a décidé d'adresser à toutes les organisations socialistes du monde une invitation à une conférence dans laquelle seront examinées les questions concernant la constitution de l'Internationale. Le congrès a ensuite exprimé le vœu que le Comité Central de l'Internationale de Vienne entre en rapport avec le Comité Exécutif de la II Internationale pour préparer une conférence mixte qui doit avoir lieu à Londres au début d'Octobre.

Riga, 5 juillet. — D'après l'agence Wolf, une partie des mineurs du Yorkshire a décidé de reprendre immédiatement le travail, mais dans d'autres localités les ouvriers refusent d'accepter l'accord conclu par les chefs. L'approbation donnée par les leaders à la proposition des patrons sera encore examinée dans une conférence de délégués des syndicats.

## Italie.

Rome, 4 juillet. — La composition probable, non encore officielle, du nouveau cabinet est la suivante: président du Conseil et Ministre de l'Intérieur, Bonomi, Affaires Etrangères—Marquis della Torre, colonies—Casparetto, Justice—Fera, Guerre—Dodino, Marine—Sénateur Scianzer, Finances—de Rava, Instruction Publique—Sénateur Croce, Travaux-publics—Bertini, Travail—Oberduci, territoires libérés—Raineri, Poste et télégraphe—Juffi, Agriculture—Maur, Industrie—Belochi.

Rome, 4 juillet. — A Grosseto s'est produit un véritable combat entre les communistes et les fascistes qui assiégeaient les communistes enfermés dans la ville. Pendant la fusillade le leader des fascistes du lieu fut tué. Les fascistes furieux, après avoir reçu de nouveaux renforts de Florence, Milan et Trieste, pénétrèrent dans la ville, détruisirent la Bourse du Travail, la Municipalité, les clubs des cheminots communistes. Après quoi commença une véritable mise à sac accompagnée de meurtres sauvages, de perquisitions, d'incendies de maisons etc. Il faut noter que les fascistes ont pu se faire envoyer des renforts de villes éloignées d'Italie par chemins de fer, tandis que les autorités n'ont pas eu le temps de soutenir la garnison locale, qui ne fit aucune résistance aux massacreurs. Les fascistes ont publié un communiqué annonçant que 15 communistes avaient été tués et beaucoup d'autres blessés.

Rome, 5 juillet. — Après la scission de Livourne, les syndicats des cheminots étaient tombés entre les mains des socialistes. A la Conférence récemment terminée à Turin, il est revenu aux communistes la Fédération des Métaux, qui après une campagne acharnée dans des assemblées publiques grandioses, a donné l'écrasante majorité des voix aux communistes.

Nauen, 5 juillet. (Radio). Le nouveau cabinet italien, formé par l'ancien ministre des finances Bonomi est composé de trois réformistes, trois membres du parti populaire catholique, quatre libéraux démocrates, un conservateur et trois indifférents.

## Allemagne.

Riga, 4 juillet. — D'après la „Rote Fahne“, malgré l'ordre de désarmement, les détachements de l'Orgesch et de l'Einwohnerwehr en Haute-Silésie continuent leurs désordres. Le journal fournit de nombreuses données montrant que ces détachements ignorent complètement l'ordre de désarmement. Le journal ajoute qu'ils ne cesseront d'exister que le jour où les ouvriers s'occuperont eux-mêmes de les désarmer.

Berlin, 2 juillet. — Il s'est produit au Conseil Municipal de Iena d'orageuses manifestations de sans-travail protestant contre l'ajournement de la proposition faite par les communistes pour augmenter les salaires et secourir les sans-travail. Les sans-travail en sont venus aux mains avec les membres bourgeois de la municipalité en leur interdisant la sortie de la salle. La presse de droite reproche au commandant de la police, socialiste majoritaire, de n'avoir pas immédiatement appelé la police contre les ouvriers.

Hanovre, 5 juillet. (Radio de Seldes).—Des nouveaux dangers ont paru et menacent le gouvernement allemand. Une armée de 100.000 hommes qui avait été formée en Haute-Silésie menace maintenant de répéter le coup d'état de Kapp de 1920. Les nouvelles venant de la Haute-Silésie provoquent une grande nervosité à Berlin. L'Allemagne entière oublie les disputes intérieures lorsqu'il s'agit de défendre la Haute-Silésie contre les Polonais et, très rapidement, une armée de 100.000 hommes commandée par des excellents généraux y fut formée. Mais maintenant, lorsqu'approche la fin de l'aventure polonaise, une nouvelle ère de troubles va s'ouvrir en Allemagne. — „Après en avoir fini avec les Polonais, nous irons à Berlin pour en finir avec le gouvernement“, disent les éléments baltes qui restent maintenant sans travail.

Nauen, 5 juillet. (Radio). — Une compagnie de navigation allemande sous le nom de „Deutsche Orientlinie“ a été fondée à Stettin avec le but d'établir une communication régulière avec les ports de la Mer Noire sous le pavillon de la ville libre de Dantzig.

Berlin, 4 juillet. — Dans le „Welt Am Montag“ Gerlach montre qu'en Bavière l'Einwohnerwehr est remplacée par de nouvelles organisations qui surgissent chaque jour et visent à une restauration monarchiste. Il en est de même en Prusse. Insistant sur l'incident Jagow-Schiffer, l'auteur demande l'arrestation de Jagow et fait allusion à la retraite nécessaire du ministre de la Justice Schiffer, dont la partialité pour les kappistes compromet le cabinet Wirth.

## Haute-Silésie.

Berlin, 4 juillet. — La situation en Haute-Silésie s'est sensiblement améliorée. D'après le „Temps“, les membres de la Commission Interalliée d'Oppeln sont enfin tombés d'accord sur le partage du pays.

Paris, 5 juillet. (Radio). L'enquête faite par la haute commission interalliée à la suite des bagarres sanglantes qui ont eu lieu à Beuthen a démontré que le commandant Montalègre fut assassiné par un manifestant qui lui tira par derrière à bout portant une balle de revolver dans la tête. Il semble étrange que le meurtrier ait pu s'enfuir sans être arrêté.

Hanovre, 5 juillet. (Radio du correspondant berlinois du „Boston Monitor.“) La satisfaction éprouvée généralement par suite de l'évacuation de la Haute-Silésie par les insurgés polonais qui vient de s'achever a été troublée par la collision qui a eu lieu hier à Beuthen entre la population allemande et les troupes françaises. Le correspondant du „Berliner Tageblatt“ télégraphie de Breslau que la collision a été provoquée par l'irritation que les Français éprouvèrent par suite de la joie démonstrative de la population de la ville à l'occasion de leur départ et de l'arrivée des troupes anglaises. Le correspondant dit que des coups de feu furent échangés et que quelques soldats français furent blessés et que des femmes et des enfants allemands furent tués. D'après le „Berliner Tageblatt“



l'incident a été causé par le fait que la population allemande salua avec enthousiasme l'arrivée des troupes anglaises qui, pendant la guerre, étaient considérées comme leur ennemi mortel et le plus haï. — „Cette circonstance même, dit le journal, devrait convaincre les Français de la folie et de la fausseté de la politique qu'ils poursuivent à l'égard de l'Allemagne“. La situation en Haute-Silésie a eu pour cause l'attitude arrogante des réactionnaires allemands qui exploitent dans leurs propres buts l'esprit patriotique manifesté par la population allemande à l'occasion du départ des Polonais.

**Pologne.**

Hanovre, 5 juillet. (Radio de Wiogand). La Pologne est à la veille d'une crise financière très grave. On apprend de Varsovie que jamais encore la banqueroute nationale n'était plus imminente que maintenant. Le mark polonais a baissé si fort et si rapidement que maintenant avec un dollar on peut acheter 1920. Dans les cercles on redoute que bientôt la monnaie polonaise perde toute valeur et ne sera plus acceptée du tout hors de la Pologne.

Nauen, 5 juillet. (Radio). La diète polonaise a ratifié le traité avec la Roumanie. La signature de l'accord commercial est imminente.

Riga, 5 juillet. — Un manuel de géographie a paru en Pologne sous le titre de „géographie de la Pologne unifiée“. D'après ce manuel la Pologne comprend non seulement la Blanche Russie et la Lithuanie, mais aussi la Courlande et Kiev. On y trouve affirmé que les nationalités non encore comprises dans la „Pologne unifiée“ expriment le désir de rentrer dans leur „patrie“.

**Pays Baltiques.**

Riga, 4 juillet. — Le „Social-Democrate“ du 3 publie une protestation du Bureau Central des Syndicats de Riga contre les sentences de mort, les exécutions et le bannissement de 97 personnes en Russie Soviétiste.

Riga, 4 juillet. — Le „Social-Democrate“ du 3 insère l'interpellation suivante de Dermanis, membre de la Constituante „d'après les renseignements en notre possession, parmi les 97 personnes bannies en Russie se trouvaient I. Matisen, membre du Bureau Central des Syndicats de Riga, et Kouperman, membre du Bureau Central des Syndicats de Libau, qui ont été fusillés en passant la frontière. Ils ont été fusillés non point au cours d'une tentative de fuite, mais sur l'ordre du capitaine commandant la garde frontière qui leur ordonna à eux deux et à un troisième nommé Miglan de se déshabiller et de courir du côté de la frontière. Pendant qu'ils obéissaient, Natisen et Kouperman furent fusillés, Miglan échappa. Ainsi fut accompli ce meurtre audacieux et injustifiable malgré toutes les promesses données par les membres de l'ancien gouvernement Berg et Goldman à plusieurs députés social-démocrates de la Constituante qu'il ne serait fait aucun mal aux bannis“. Dermanis conclut en demandant au gouvernement de coalition si une enquête a été entreprise au sujet du meurtre de Matisen et Kouperman et ce que le gouvernement a l'intention de faire pour que cette enquête soit poursuivie non par la voie bureaucratique, qui aboutit trop souvent à cacher la vérité, mais de façon libre et sérieuse, en interrogeant tous les témoins, y compris ceux qui ont été bannis en Russie.

Riga, 5 juillet. — La cour martiale de Revel a condamné à mort deux communistes accusés de complot contre le gouvernement. La sentence a été mise à exécution.

Riga, 4 juillet. — Le „Jaunakas Zinas“ donne une interview de Meerovicz avec les représentants de la presse. Le premier ministre déclare que prochainement sera conclue une alliance entre la Lettonie, l'Esthonie et la Lithuanie. Dans la presse esthonienne Tenison attaque cette alliance comme pernicieuse pour le pays.

**Pays Scandinaves.**

Riga, 5 juillet. — Le „Roul“ annonce de Copenhague que dans l'Assemblée Générale de la Société des Télégraphes du Nord le président a fait connaître la reprise prochaine des communications télégraphiques avec la Russie. Il s'agit d'un trafic non seulement avec Pétrograd, mais aussi avec la Sibérie.

**Proche-Orient.**

Nauen, 5 juillet. (Radio). Le Gouvernement grec a demandé l'assistance de la Roumanie et de la Yougo-Slavie contre les Kémalistes, en indiquant qu'une victoire de la Turquie pourrait avoir des conséquences sérieuses pour ces deux pays.

Nauen, 5 juillet. (Radio). Kémal-pacha déclara dans le parlement d'Angora que les troupes françaises et italiennes ont été évacuées de la Cilicie.

Lyon, 5 juillet. (Radio). — La Porte a réclamé l'intervention des alliés pour empêcher la continuation de la guerre entre la Grèce et la Turquie. Les rumeurs que l'offensive grecque contre Kémal-pacha serait retardée sont démenties officiellement. Le cuirassé hellénique „Kilkis“, accompagné de quelques bâtiments légers, bombardarda et incendia Karamura sur le golfe d'Ismid, ainsi que les villages turcs situés sur la rive sud du golfe.

Lyon, 5 juillet. (Radio). — Le cabinet albanais, présidé par Elias-Bery-Vrioni a donné sa démission.

Riga, 5 juillet. — L'ambassade de Grèce à Berlin dément officiellement la nouvelle d'après laquelle des délégués grecs se seraient rendus à Angora pour entamer des pourparlers. Quant aux bruits d'une déclaration de guerre de la Grèce à la Russie, ils sont tellement tendancieux que, d'après l'ambassadeur, ils n'ont même pas besoin de démenti.

Les sphères turques de Partis ont fait connaître que Mustapha-Kemal-Pacha a l'intention de renverser le gouvernement de Tefvik-Pacha et de commencer une vaste offensive contre les Grecs. A propos de la transformation du cabinet de Tefvik, les membres du gouvernement de Constantinople, dont quelques-uns sont pour les nationalistes, sont disposés à trahir leurs chefs au premier signal d'Angora. Les Alliés se trouveront ainsi devant un fait accompli et Kemal espère s'emparer de la Turquie d'Europe avec l'aide de la France, de l'Italie et du Japon. La fusion des deux gouvernements correspond parfaitement au désir populaire. D'après toutes les déclarations des Turcs, le résultat de l'offensive sera l'occupation de Smyrne et l'expulsion des Grecs.

**Etats-Unis.**

Nauen, 4 juillet. — D'après des nouvelles de Washington, le président Harding, aussitôt après l'adoption du Bill de Paix avec l'Allemagne et l'Autriche, lui a donné sa signature.

**REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.**

**Espagne.**

**La terreur blanche.**

Après l'assassinat de Evello Boal secrétaire de la Confédération Générale du Travail, la police a arrêté à Valencia les Camarades Juan Cardona président de la Section Communiste et le secrétaire de cette section. La police a perquisitionné à leur domicile et y a trouvé 800 exemplaires de „El Communista“ et des lettres du rédacteur en chef de ce journal Juan Andrade. On craint que la police ne persécute également des camarades madrilènes.

**La terreur blanche.**

„La vie Ouvrière“ du 25 juin écrit: Le 18 juin, les camarades Evello Boal Antonio Feliu Oriol et José Dominguez Rodriguez, qui avaient été arrêtés le 1er Mars et détenus sans motifs étaient relâchés de prison à une heure du matin. Comme ils se dirigeaient vers leurs domiciles respectifs, ils ont été tués par des assassins „introuvables.“

Evello Boal était le secrétaire général de la Confédération Nationale du Travail d'Espagne dont le siège est à Barcelonne; Feliu Oriol en était le trésorier et Dominguez Rodriguez, l'un des militants.

Il ne fait pas de doute qu'ils ont été assassinés par les gardins aux gages du gouverneur militaire de Catalogne, le général Marinzo Anido, qui n'avait fait ouvrir les portes de la prison à nos amis que pour les livrer à ses bandes et les supprimer ainsi avec plus de mystère. Après la mort de Dato, le général Mar-

tinéz Anido s'installa à Barcelonne en annonçant la décision de poursuivre avec plus de rigueur la répression du terrorisme. Loin de prendre fin, les attentats se sont succédé et multipliés. Les assassins du syndicat libre ont redoublé d'activité en effet. Leurs derniers exploits datent de samedi, et c'est à la tête de la C. N. T. qu'ils ont visé.

Le syndicalisme espagnol connaît la pire des répressions et gravit le plus sanglant des calvaires. La bourgeoisie espagnole a juré sa mort et ne recule devant aucun crime. Elle tuera des centaines de militants parmi les meilleurs, elle ne tuera pas un mouvement qui n'est plus la conséquence naturelle et fatale de l'oppression sans limites dont ont souffert les travailleurs espagnols.

En ces heures, nos amis espagnols doivent être assurés de la solidarité internationale. C'est par des actes qu'il convient de signifier au gouvernement espagnol, à ses généraux, à sa bourgeoisie, que le sang ouvrier versé par eux ne l'a pas été impunément. L'Espagne d'Alphonse XIII est restée l'Espagne de Montjuich. Qu'elle soit comme alors encerclée par le mépris universel et la haine des travailleurs.

**Les Elections Provinciales.**

Aux élections provinciales qui ont eu lieu hier dimanche, le vieux Parti Socialiste Ouvrier a subi une grande défaite. Les masses ouvrières abandonnent décidément ce parti réformiste, un des ennemis les plus acharnés de la Troisième Internationale. Les candidats social-réformistes Fernandez Quer, Largo Baballero, Lucio Martinez, Nunes Tomas, que le Parti présentait pour la circonscription de Madrid ont obtenu très peu de voix. Il faut tenir compte que, lors du dernier congrès, l'aile gauche de ces partis les a quittés pour adhérer à la Troisième Internationale en faisant l'union avec le Parti Communiste Espagnol, section de la Troisième Internationale.

**Grèves.**

La grève des manoeuvres s'est terminée par le triomphe des ouvriers. Les ouvriers du sous-sol sont encore en grève, de même que les garçons coiffeurs dont le président a été emprisonné.

**Communistes en prison.**

„El Communista“ du 15 Juin, arrivé récemment à Moscou, nous informe que les camarades communistes espagnols Alejandro Gonzalez, Jesus Camba, Chicharro, Castillo et Pedro Merino Gracia sont encore emprisonnés quoiqu'on ne puisse les accuser de rien.

**Demission.**

Par suite de la campagne menée par les communistes, le Conseil de Direction et d'Administration de la Maison du Peuple de Madrid, dont les membres appartiennent tous au Parti Social-réformiste, a dû démissionner.

**France.**

**Le nouvel attentat contre le Communisme.**

Marcel Cachin analyse la loi contre les antimilitaristes et dit („Humanité“ 23 juin). Telle est la loi qu'on médite de nous appliquer. Si elle est votée, il n'est pas difficile d'en apercevoir les conséquences.

Il n'y aura plus de liberté de presse ni de parole; il n'y aura plus aucune liberté d'opinion. Nos organisations seront décimées; nos journaux seront traités en correctionnelle tous les jours et accablés d'amendes et de frais. Ils disparaîtront sous les condamnations répétées. C'est là, de toute évidence, le but que recherchent les défenseurs de la bourgeoisie qui ont rédigé le projet scélérat.

Entendons-nous bien: nous ne recriminons pas; nous ne nous plaignons nullement; tout ceci est dans l'ordre.

Mais nous déclarons que nous allons nous défendre; tout ne se passera pas aussi aisément qu'on a pu se l'imaginer en haut lieu!

**Un appel de l'union des syndicats de la Seine.**

Après la répression des grèves de mai, après l'offensive patronale contre les revendications ouvrières: journée de huit heures, salaires, etc., le gouvernement continuant son œuvre de réaction s'attaque à nos dernières libertés.

Ne pouvant combler le gouffre économique creusé par la guerre, poussé de jour en jour plus prêt de la faillite, il a recours à une politique de conquêtes à

l'extérieur et de répression outrancière à l'intérieur.

La mobilisation de la classe 18, l'occupation de la Rhur, l'imminence d'une nouvelle guerre a soulevé dans ce pays un mouvement unanime de protestations. Les prisons se sont emplies de nos jeunes et courageux camarades, les condamnations se sont succédées sans arrêter pour cela l'opposition des masses populaires et l'ardeur des militants ouvriers.

Les gouvernants sont obligés d'avouer les révoltes dans l'armée, le mouvement grandissant des protestations contre la guerre et affolés prenant l'effet pour la cause, il n'hésitent pas à recourir aux moyens extrêmes: la suppression totale de la liberté d'opinion.

Le mensonge de la guerre du droit s'affirme chaque jour davantage.

La duperie de la défense nationale dépasse toutes les prévisions.

La victoire de loi fut celle de la réaction balayant les derniers vestiges des libertés constitutionnelles.

Si la classe ouvrière n'accentue pas sa résistance, sa protestation, si les prolétaires ne réagissent pas sans délai, c'est à brève échéance le triomphe brutal et féroce de l'extrémisme réactionnaire, de la politique odieuse du baillon.

**Travailleurs:**

C'est l'existence même du syndicalisme qui est en cause.

Organisme de lutte de classes nationale et internationale, le syndicat a le devoir de résister par tous les moyens contre l'emploi de l'armée dans les grèves comme il a celui de se dresser contre la guerre; à ce double titre la propagande antimilitariste répond à ses attributions elle est une de ses raisons d'être. Concurremment avec les groupements d'action française ou gouvernement protégés, le syndicat revendique le droit d'être en contact avec ses adhérents, de les soutenir là où ils se trouvent et de leur rappeler en tous lieux et en tout temps leur origine, leurs devoirs et leur fonction.

Cette propagande fait partie intégrante de la liberté d'opinion à laquelle le gouvernement entend porter atteinte.

L'Union des Syndicats de la Seine ne se borne pas en la circonstance à protester auprès du gouvernement, elle fait un appel direct aux masses ouvrières, aux militants et aux syndicats; elle rappelle que les libertés constitutionnelles ont été conquises de vive force par le peuple contre tous les régimes réactionnaires.

Elle espère que l'opposition prolétarienne sera assez puissante pour arrêter le crime qui se prépare et demande aux travailleurs de la Seine de se rendre dès maintenant en foule dans tous les meetings de protestations qui seront organisés.

Elle avertit en même temps le gouvernement que quoi qu'il fasse les organisations syndicales et les militants ouvriers sauront affirmer le droit d'opinion et le défendre contre toutes les lois de répression.

*La Commission exécutive et le bureau de l'Union des Syndicats de la Seine.*

**AVIS.**

**Aux travailleurs de l'industrie du bois délégués au IIIème Congrès l'Internationale Communiste et à celui du Conseil International des Syndicats.**

Le Comité Central de la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du bois, convoque le jeudi 7 Juillet à midi, une conférence des ouvriers de l'industrie du bois délégués aux Congrès de l'Internationale Communiste et du Conseil International des Syndicats ouvriers, pour discuter les questions concernant la formation d'un Bureau International de propagande des ouvriers révolutionnaires du bois, au siège du Comité Central, Rue Léontievskaja, Maison 18 app. 3.

Vu la grande importance de cette question, la présence de tous les ouvriers du bois délégués aux Congrès est indispensable.

*Le Bureau de la Fédération nationale des travailleurs de l'industrie du bois.*

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.